

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-001**

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 2025

**POINT A.1
APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 17 DÉCEMBRE 2024**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 6 février 2025, sous la présidence d'Alain RICHAUD, Vice-président du Conseil d'administration,

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts d'Avignon Université,
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université et notamment son article 18,

Après en avoir délibéré,

Approuve le procès-verbal de sa séance en formation plénière du 17 décembre 2024, tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (3 abstentions)

Membres composant le conseil : 28
Membres présents (15) ou suppléés (3) : 18
Membres absents et non suppléés : 10

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique
Georges Linares
le 12/02/2025 14:09:03 +01:00



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 2024

Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration réuni en formation plénière le 17 décembre 2024

Informations générales

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 5 novembre 2024
2. Questions budgétaires et financières :
 - 2.1 Approbation du budget initial 2025 – Établissement
 - 2.2 Approbation du budget initial 2025 – Fondation
 - 2.3 Approbation de la politique de prélèvement sur les contrats de formation
 - 2.4 Information relative aux admissions en non-valeur autorisées par le Président au titre de l'année 2024
3. Questions relatives aux ressources humaines :
 - 3.1 Approbation de la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants 2025
 - 3.2 Approbation de la campagne d'emplois BIATSS 2025
 - 3.3 Actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2024-2025 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC)
 - 3.4 Actualisation du référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année 2024-2025
 - 3.5 Approbation de la création d'une responsabilité de chargé de valorisation de la recherche à l'IUT
4. Questions relatives au fonctionnement de l'université :
 - 4.1 Approbation de la charte des objets publicitaires/goodies durables dans le cadre du schéma directeur durabilité
 - 4.2 Délégation de pouvoir accordée par le Conseil d'administration au Président de l'université
5. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :
 - 5.1 Approbation des capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2025-2026
 - 5.2 Approbation des attendus locaux et critères généraux d'appréciation des dossiers de candidature pour l'inscription dans les formations en BUT et licence (Parcoursup) au titre de l'année universitaire 2025-2026
 - 5.3 Approbation des modalités et conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2025-2026
 - 5.4 Approbation de la composition des commissions de recrutement à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2025-2026
 - 5.5 Approbation de la politique de prise en charge des frais de déplacement pour les enseignants vacataires concernant les formations en alternance
6. Questions relatives à la recherche :
 - 6.1 Approbation de la suppression du Laboratoire Culture et Communication (LCC)
 - 6.2 Approbation de la modification du document relatif au label de thèse et au prix de thèse dans le cadre de l'Ecole universitaire de recherche (EUR) IMPLANTEUS
 - 6.3 Approbation de la grille tarifaire de la plateforme métabolomique (anciennement plateforme 3A)

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :
 - 1.1 Présentation de l'outil « OSE - Organisation des Services d'Enseignement »
2. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :
 - 2.1 Approbation des conditions générales de diffusion commerciale d'OpenEdition Journals
 - 2.2 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) dans le cadre du BUT « Techniques de Commercialisation » en alternance sous contrat d'apprentissage - Parcours « Business Développement et Management de la Relation Client (BDMRC) » au titre de l'année universitaire 2024-2025
 - 2.3 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et le Pôle Européen Innovation Alimentation/ Bien Être/ Naturalité dans le cadre du BUT 2 « Génie Biologique Sciences de l'Aliment et Biotechnologie » au titre de l'année universitaire 2024-2025
3. Questions diverses¹

¹ Tout point à inscrire dans les « Questions diverses » doit être présenté à la Présidence (president@univ-avignon.fr ou vice-president-ca@univ-avignon.fr) au moins 5 jours avant la tenue de la séance.

Le 17 décembre 2024, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

TABLEAU DES PRÉSENCES		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	ABSENTS / EXCUSÉS
Président	M. LINARÈS Georges	X		
Vice-président du CA	M. RICHAUD Alain	X		
Représentante du Rectorat (invitée)	Mme CARBONE Catherine	X		
Collège A	Mme VINET Agnès		Mme BLANKE Delphine	
	M. DOUVINET Johnny		M. RICHAUD Alain	
	Mme FALKERT Anika		Mme CAVALIE Elsa	
	M. MARREL Guillaume	X		
	Mme BLANKE Delphine	X		
Collège B	Mme CAVALIE Elsa	X		
	M. MONNET Fabien	X		
	Mme KOUMPLI Christina	X		
	M. PAYAN Paul	X		
	Mme TIXIER Anne-Sylvie	X		
Collège C BIATSS	M. BERRAG Allal			X
	Mme SERON Jenny			X
	Mme ANDRÉ Fanny		M. LUBIN Mario	
	M. LUBIN Mario	X		
Collège Etudiants	M. CHALUMEAU COLATO Hugo	X		
	Mme MAZZITELLI Lisa			X
	Mme CHAUVIN Marine		M. CHALUMEAU COLATO Hugo	
	M. YEPEZ Thomas			X
Personnalités Extérieures	Mme GAGNIARD Anne	X		
	Mme JABLONSKI-CASTANIER Christelle		M. LINARÈS Georges	
	M. BISSIERE Michel	X		
	M. CARLIN Frédéric		M. LINARÈS Georges	
	M. GONIDEC Jean-François	X		
	Mme BATTAGLIA Pascale	X		
	M. GONTARD Paul-Roger	X		
	Mme JULLIAN Catherine			X
Participants à titre consultatif de droit	M. BARBE Jacky	X		
	M. BOURDAGEAU Stéphane			X
	M. BLANCO Jean-François	X		
	Mme DECUYPER Florence	X		
	M. GUINTOLI Claude	X		
	M. GUIN Joël			X
Invités	Mme BONNOT Marina	X		
	Mme DERAMOND Julie	X		
	Mme DRANSART Christine	X		
	Mme FREDOUILLE Corinne	X		
	Mme GALNON Claudie	X		
	M. JABAÏAN Bassam	X		
	Mme KUENTZ Vanessa	X		
	M. OBERT Philippe	X		
	Mme PEZZO Delphine	X		
	Mme SOMMAZI Laurence	X		
	Mme VIAUX Chloé	X		

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (16) ou suppléés (7) : 23

Membres absents et non suppléés : 5

Après s'être assuré que le quorum est atteint, Monsieur Georges Linarès, Président d'Avignon Université, ouvre la séance du CA. Il est 14h40.

Informations générales

- Nouveaux membres du Conseil d'administration :

Le Président souhaite la bienvenue à Madame Christina Koumpli et Monsieur Fabien Monnet qui ont récemment été élus membres du Conseil d'administration. Il les remercie de contribuer à la vie de l'établissement via leur mandat d'élus.

- Arrivée de la Directrice des affaires juridiques et institutionnelles :

Le Président souhaite la bienvenue à Madame Marina Bonnot, Directrice des affaires juridiques et institutionnelles (DAJI), nouvellement recrutée au sein de l'établissement. Elle était en poste au sein d'Aix-Marseille Université. Madame Marina Bonnot présente son parcours professionnel et indique être ravie d'intégrer Avignon Université, où elle a été étudiante.

- Démission de la Directrice de l'Institut AgES :

La Directrice de l'Institut Agrosociétés, Environnement et Santé, Madame Carole de Souza, a démissionné de son poste. Monsieur Stéphane Nottin a été nommé administrateur provisoire de la composante, jusqu'à l'élection d'une nouvelle direction au mois de février 2025. Le Président remercie Monsieur Stéphane Nottin pour cet engagement.

- Départ à la retraite de Madame Christine Dransart, Directrice de l'IUT :

Le Président informe les conseillers du départ à la retraite de Madame Christine Dransart (Directrice de l'IUT). Il la remercie pour l'ensemble du travail qu'elle a effectué au sein de l'IUT et au sein d'Avignon Université. Il lui souhaite une bonne retraite. Madame Christine Dransart indique qu'elle a beaucoup apprécié ces cinq années à la direction de l'IUT. Le travail y a été enrichissant et ce malgré la pandémie, la mise en place des BUT ou encore les évaluations (HCERES et CCN).

- Partenariats :

- Au mois de juillet 2024, les projets de création de plusieurs formations ont été présentés au CA, pour une ouverture à compter de l'année universitaire 2025-2026, en partenariat avec l'École des Nouvelles Images (un master et deux licences professionnelles). Avignon Université a reçu un avis favorable sur ces demandes de créations qui vont pouvoir se concrétiser pour la rentrée prochaine.
- Les discussions sont de plus en plus avancées avec le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) sur le projet d'une double inscription/double formation master et diplôme d'ingénieur. L'attractivité des formations de l'établissement est un sujet important et l'opportunité de s'associer à une école d'ingénieur permettrait à Avignon Université de profiter du label « école d'ingénieur » afin de travailler sur cette attractivité mais aussi de trouver des compléments d'expertise pour des formations que l'établissement peut difficilement porter seul. Le Président ajoute qu'une équation économique est plus facile à résoudre ensemble pour travailler sur ce type de formations qui sont plus coûteuses que d'autres dans l'université. C'est donc un modèle qui a du sens et qui est assez prometteur pour l'établissement. Un projet concernant les licences est également en cours de discussions avec le CNAM.
- Le Président indique qu'il a récemment rencontré l'équipe de l'École Centrale Méditerranée. Un partenariat peut être développé avec cet établissement sur la dimension « environnement » mais toujours avec de l'ingénierie. Le projet pourrait être d'avoir, dans les dernières années de la formation d'ingénieur, une spécialisation sur l'environnement qui pourrait être localisée à Avignon et qui pourrait être couplée aux masters d'Avignon Université. Il s'agit de modèles très intéressants car ils répondent à plusieurs difficultés de l'établissement en termes d'attractivité et de soutenabilité financière.
- Le projet de la « Villa Naturalité » a récemment été présenté au SOFT. Il s'agissait d'un grand évènement organisé par la Région autour du développement économique. Cela a été l'occasion pour Avignon Université de présenter son projet de « Villa Naturalité », qui est très structurant pour le territoire et dans le contexte économique actuel, il est important de bien installer ce projet-là dans le paysage régional. Le Président remercie la Région pour son soutien.

- Contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) :

Le COMP de l'établissement a été présenté au MESR le 12 novembre 2024, avec un retour positif confirmé par le Recteur délégué. Ce dernier a indiqué que pour le Ministère, le COMP d'Avignon Université était le coup de cœur de la vague 3. Cela est encourageant pour l'établissement. Le Président rappelle que le COMP compte un double enjeu, à savoir un enjeu financier qui est assez limité (en moyenne 0,8% de la SCSP) et un enjeu de crédibilité, de compréhension de la trajectoire de l'établissement et de sa situation par le Ministère.

- Budget 2025 :

Le Président indique que récemment, a été annoncée une augmentation de quatre points de la contribution de l'établissement aux retraites des fonctionnaires (Compte d'Affectation Spéciale « Pensions » dit « CAS Pensions »), ce qui représente 825 K€ pour Avignon Université, sans compensation. Cette annonce a inquiété les Présidents d'université. Un autre projet était le prélèvement d'1% sur les dotations pour constituer un fonds de solidarité inter-universitaire. L'idée était de créer une enveloppe avec une partie des dotations de toutes les universités afin de sauver les universités qui sont en situation d'extrême difficulté. Ce projet peut être problématique dans l'hypothèse où toutes les universités, ou presque, seraient en difficulté. Cela pose également la question de la relation avec les politiques des établissements et l'autonomie des établissements. La situation financière de l'établissement est le résultat de choix politiques qui ont été portés pendant des années et bien qu'elle soit austère par moment, la gestion de l'établissement est saine. Avignon Université n'est pas

en situation de difficulté extrême. Le ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a supprimé ce prélèvement d'1%. Le projet de loi de finances 2025 n'ayant pas encore été adopté par l'Assemblée Nationale, des incertitudes persistent sur le CAS Pensions, la marche LPR ou encore le soutien du MESR pour les Chaires de Professeur Junior (CPJ).

Il y a eu un mouvement observé par l'ensemble des présidents d'université, qui ont manifesté auprès du ministre. Ils ont discuté d'un ensemble de mesures dont la médiatisation de sujets qui relèvent d'options politiques très générales et qui engagent l'avenir des universités, des étudiants et la capacité des établissements à construire la recherche, l'innovation et tout ce qui fait la valeur ajoutée des universités dans notre société. Un travail est également en train d'être mené avec les élus du territoire pour tenter de partager l'état des lieux de la situation des universités sur les grands enjeux évoqués précédemment, sur ce qui pourrait se passer dans les années à venir et notamment sur le modèle économique des universités.

Le Président indique qu'une conférence de presse s'est tenue le lundi 2 décembre 2024 lors de laquelle il a fait état de la situation budgétaire de l'établissement. Il a indiqué aux journalistes qu'Avignon Université dispose d'une à deux années de visibilité mais l'établissement n'est pas à ce jour dans une situation d'extrême difficulté. Il y a certes une question de fond qui devra être traitée au niveau national dans les années à venir mais Avignon Université n'est bien évidemment pas en situation de devoir fermer ses portes.

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 5 novembre 2024

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le procès-verbal du Conseil d'administration du 5 novembre 2024.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2. Questions budgétaires et financières :

2.1 Approbation du budget initial 2025 – Établissement

Ce point est présenté après le point B.2.1 relatif à l'approbation des conditions générales de diffusion commerciale d'OpenEdition Journals.

Le VP CA donne la parole à Madame Laurence Sommazi, Directrice des affaires financières, qui présente le budget initial 2025 de l'établissement (*cf. annexe pt. A.2.1*).

En application du décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) du 7 novembre 2012, le budget principal est séparé du budget de la fondation universitaire et les deux font l'objet de votes distincts par le Conseil d'administration. Le budget est présenté au moyen de la liasse budgétaire et les crédits sont présentés par nature et destination. L'exercice budgétaire correspond à l'année civile. Les crédits ouverts au titre d'un budget ne créent aucun droit au titre du budget suivant (sauf pour les PPI et les contrats de recherche, d'enseignement ou de formation continue à exécution pluriannuelle). Des modifications peuvent être apportées au budget de l'établissement en cours d'exercice (budget rectificatif). Ces modifications sont adoptées par le Conseil d'administration dans les mêmes conditions que le budget initial.

Les éléments externes à l'université pour la construction du budget 2025 sont :

- le projet de loi de finances (PLF) inscrit dans une stratégie de redressement des comptes publics,
- les incertitudes politiques et le vote du budget 2025 reporté,
- la prudence dans la construction des budgets initiaux et les mesures salariales, partiellement ou non, compensées.

Les éléments internes à l'université pour la construction du budget 2025 sont :

- les évolutions en matière de formation et de recherche (baisse des effectifs étudiants avec 6 550 inscrits en 2023-2024, effort maintenu sur l'attractivité de l'offre de formation, poursuite de la structuration et la valorisation des partenariats),
- des choix stratégiques réaffirmés (création de deux instituts thématiques sur les axes identitaires, pilotage et mise en place des COMP avec les composantes).

Madame Laurence Sommazi présente les détails du budget initial de l'établissement 2025 :

- **prévision de recettes : 68,48 M€,**
- **subvention pour charges de service public (SCSP)** évaluée à la baisse : **56,65 M€** (57,3 M€ en 2024) qui représente 83,8% des recettes encaissables.

Autres recettes :

- fiscalité affectée : **450 k€**,
- financements publics : **5,7 M€** (-150 k€) dont 2,3 M€ fléchés,
- ressources propres : **4,65 M€** (+1 M€ notamment en formation continue et contrats de recherche).

Les recettes fléchées n'ont aucune incidence sur le résultat car elles permettent de financer les projets issus de ces mêmes recettes. L'établissement a les mêmes projets que précédemment. L'année dernière, il y a eu le projet « Expansion » et pour l'année 2025 s'ajoutent les projets du CPER « rénovation de la bibliothèque universitaire » et la « Villa Naturalité ».

Les dépenses de fonctionnement : 11,68 M€ (10,78 M€ BI 2024).

Les éléments de contexte de ces dépenses de fonctionnement sont :

- l'inflation qui touche l'ensemble des biens de consommation et pèse lourdement sur le budget de fonctionnement, notamment le coût de l'énergie toujours élevé,
- de nouvelles dépenses structurelles et conjoncturelles (plan Vigipirate, systèmes d'information...),
- la réduction des enveloppes recherche et formation (présentées en CA du 06 juin 2024),
- la poursuite de la démarche de maîtrise des dépenses de fonctionnement,
- la poursuite des objectifs de développement durable et de protection de l'environnement.

Les dépenses de personnel : 58,40 M€ (57,78 M€ BI 2024)

Les éléments de contexte de ces dépenses de personnel sont :

- de fortes contraintes : GVT non compensé (490 k€), mesures salariales compensées à 50% (2 M€),
- la politique de maîtrise de la masse salariale (campagne d'emplois limitée, progression des effectifs uniquement avec les projets financés, réduction des enveloppes d'heures complémentaires et des EQS à la suite du réajustement de l'offre de formation et des maquettes).

Le plafond d'emplois 2025 a été réajusté par rapport à 2024. Le plafond d'emplois global soumis au vote du Conseil d'administration est fixé à **753 ETPT** (748 en 2024) et se décompose en **594 ETPT sous plafond État** (612 en 2024) et **159 ETPT sous plafond Ressources Propres** (136 en 2024).

Les dépenses d'investissement : 3,32 M€

Les éléments de contexte de ces dépenses d'investissement sont :

- le recentrage du programme pluriannuel d'investissement (PPI) sur les opérations du CPER,
- Deux opérations : « rénovation de la bibliothèque universitaire » et « Villa Naturalité »,
- autres opérations d'investissement programmées en 2025 : rénovation bâtiminaire et réaménagement des espaces de travail (2 M€), modernisation du parc informatique (335 k€) et amélioration de la sûreté (200 k€),
- appels à projets dans le cadre du plan de transition énergétique.

Le budget initial 2025 présente un compte de **résultat prévisionnel en déficit de 1,65 M€** dû à des dépenses non compensées :

- 800 k€ résultant de la hausse de la valeur du point d'indice,
- 200 k€ résultant de la revalorisation de 5 points d'indice,
- 90 k€ de mesures salariales diverses (50% des mesures bas salaires, hausse du SMIC, forfait mobilité, remboursement domicile-travail, forfait social PSC, revalorisation du compte épargne-temps, forfait télétravail...),
- 300 k€ au titre de l'augmentation du prix de l'énergie par rapport au niveau de 2021,
- 250 k€ au titre du plan Vigipirate qui induit des coûts annuels de gardiennage (en baisse),
- 250 k€ de dépenses structurelles de systèmes d'information,
- la baisse de la SCSP évaluée à 650 k€ de moins par rapport à 2024.

Concernant la situation patrimoniale de l'établissement, **l'insuffisance d'autofinancement (IAF) s'élève à -532 k€**.

Le prélèvement sur fonds de roulement de 3 M€ finance les dépenses d'investissement et l'insuffisance de financement. Il s'établira à 4 M€. La trésorerie devrait connaître une baisse de 3,9 M€ ; elle s'élèvera néanmoins à 9,2 M€ à fin 2025.

À compter du 1^{er} janvier 2025, avec l'entrée en vigueur du décret modernisant le régime financier des EPSCP, la soutenabilité budgétaire des établissements sera analysée au vu de trois indicateurs cumulatifs et non sur le résultat patrimonial.

Si ces indicateurs s'appliquaient pour le budget initial 2025, les résultats seraient les suivants :

- niveau final de trésorerie (>30 jours de fonctionnement) : 47 jours
- niveau final du fonds de roulement (>15 jours de fonctionnement) : 21 jours
- charges de personnel (< 83% des produits encaissables) : 83,46%

Le VP CA indique que la gouvernance est bien entendu très attentive à la gestion du budget de l'établissement. Pour l'année 2025, il y aura une campagne d'emplois quasi blanche, qui succède à une campagne précédente qui était également quasi blanche. En 2025, il est prévu un demi-million d'euros d'économies sur la masse salariale, en ne remplaçant pas tous les départs des enseignants, des BIATSS, etc. Ce montant paraît important mais il est compensé par le GVT évoqué précédemment par Madame Laurence Sommazi (490 K€). En matière budgétaire, l'établissement est dans une situation délicate. Bien qu'Avignon Université ne soit pas l'établissement dans la plus grande difficulté, les moyens de rétablir l'équilibre budgétaire ne se trouvent clairement plus en interne. Si une solution existe, elle viendra du niveau national. Les déficits budgétaires successifs étant compensés par des ponctions sur le fonds de roulement de l'établissement, l'évolution de ce dernier est préoccupante : 13 M€ en 2021, 9 M€ en 2023, 7 M€ en 2024 et 4 M€ pour 2025.

Le VP CA indique qu'à la lecture des annexes transmises aux membres et de la présentation Powerpoint lors de cette séance, il y a une différence dans le déficit budgétaire. Cela s'explique pour deux raisons :

- pour une raison politique car suite à l'entretien entre le recteur et le Président, il a été fait le choix de ne pas intégrer le CAS Pensions dans le budget initial 2025, ce qui fait sortir 825 K€ du déficit,
- le CFA Formasup Méditerranée a annoncé à l'établissement le versement de deux reliquats concernant les années 2021-2022 et 2022-2023 pour un montant cumulé d'environ 850 k€.

La somme des deux éléments ci-dessus explique la différence de déficit budgétaire.

Concernant la réduction du déficit prévisionnel, le Président indique que l'établissement a réduit les prévisions de charges de la « Villa Créative », c'est à dire le loyer pour l'établissement. Les espaces ont été réduits et des reconfigurations de réaffectation d'espace n'avaient pas été intégrées dans le budget initial car elles n'étaient pas actées définitivement. Il s'agit d'un point sur lequel travaille l'établissement afin que le projet de la « Villa Créative » soit économiquement soutenable. Un autre point concerne la sécurité dans le cadre du plan Vigipirate, dont le coût est très important pour l'établissement. Le dispositif de filtrage systématique à l'entrée a été arrêté au CERI et à l'IUT, du fait de la configuration bâtiminaire. Des rondes dynamiques ont été mises en place afin de sécuriser les usagers et les personnels de l'établissement.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Pour appuyer les inquiétudes citées précédemment, Monsieur Jean-François Gonidec indique qu'à court terme, l'État va appuyer le PLF 2024 mais en termes de budget, les collectivités locales, y compris la Région et les Communautés d'agglomérations, vont appliquer le PLF 2025 « méthode Barnier ». La conséquence directe de cela est que le budget du monde culturel est raboté en moyenne de 30 à 50%, le budget du monde économique (pôles de compétitivité, associations économiques qui aident à la création) est quant à lui raboté de 20%. Il ne s'agit plus ici d'adaptation mais de restructuration et ce, de partout. Monsieur Jean-François Gonidec indique également que selon lui, d'ici la prochaine élection présidentielle prévue en 2027, il n'y aura aucun arbitrage politique. Il n'y aura aucun investissement sur le long terme, dont font partie l'enseignement et la recherche. Le Président répond que sur l'innovation, d'une façon générale, on ne peut considérer chacun des outils, chacun des instruments de l'innovation indépendamment de l'ensemble, donc cela est contre-productif (exemple : les Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies-SATT dont la baisse de financement était envisagée). En note positive, le Président ajoute que dans le Programme 150, il y a le financement des universités, la LPR, mais aussi le crédit d'impôt recherche (CIR) qui représente 7,6 Md€ et qui a augmenté de 700 M€ l'année dernière. Globalement, la réduction du financement des universités sur les trois dernières années représente 500 M€ plus 200 M€ avec le CAS Pensions, soit 700 M€.

Monsieur Paul-Roger Gontard indique qu'il est évident qu'un établissement comme Avignon Université tire en grande partie sa légitimité de son lien avec le territoire et la dynamique de territoire. Cela est démontré par les partenariats qui sont acquis ou en gestation. Ce rapport-là avec l'identité économique était à l'ordre du jour et le sera encore plus à l'avenir et cela témoigne sans doute de la capacité qu'a Avignon Université de se renouveler dans les échanges avec ce qui fera, demain, la dynamique collective de ce territoire. Il attire tout de même l'attention de l'instance sur la fragilité d'une université comme celle d'Avignon. Il indique qu'il est nécessaire d'avoir un équipement sûr comme celui-ci dans des territoires comme les nôtres, qui sont interstitiels par nature, autour des métropoles particulièrement marquées par des ségrégations sociales. Les chiffres de l'INSEE, publiés récemment, en sont l'illustration. Si Avignon Université n'existait pas, ce seraient des populations entières qui se retrouveront éloignées d'une progression sociale, de capacités à s'engager dans un avenir, et de promesses envers les nouvelles générations. Il ajoute qu'il ne faudrait pas que le corollaire budgétaire des cycles cités précédemment pour essayer de trouver des équilibres se fassent dans les universités de taille comme celle d'Avignon, au prétexte de renforcer la stratégie inscrite depuis longtemps des « pôles majeurs » qui sont ceux des grands pôles universitaires historiques autour de nous. Il remercie la gouvernance de faire cet effort-là de souplesse et d'agilité, qui est dans l'ADN d'Avignon université (développement des partenariats). Le Président remercie Monsieur Paul-Roger Gontard pour son intervention.

Monsieur Fabien Monnet indique que le CFA Formasup Méditerranée va poursuivre les versements à Avignon Université car l'effort sur l'apprentissage a débuté en 2020-2021 donc le nombre d'étudiants alternants a augmenté. Il ajoute qu'il est important que l'université montre ce qu'elle fait et que ses équipes avancent et travaillent sur leurs sujets. Il ajoute que dans le projet de budget (note de présentation), il aurait pu être mentionné que l'établissement est dans un appel à manifestation d'intérêt « Compétences Métiers d'Avenir » (AMI CMA) avec le Grand Avignon, qui représente un poste de gestionnaire de formation présent pour aider à développer des formations courtes et dont ont besoin les entreprises. Il y a également un travail en cours avec le CNAM ; la Chambre de Commerce et d'Industrie, qui a absorbé Nextech ; le lycée viticole d'Orange. Cela est prometteur de nombreuses formations pour le territoire et pour les étudiants qui sont justement captifs du territoire. Cette transformation, engagée il y a quelques années sur l'alternance, est extrêmement importante puisqu'un rapport récemment publié par l'Agence Pour l'Emploi des Cadres (APEC) indique que beaucoup d'étudiants n'auraient pas poursuivi leurs études s'il n'y avait pas eu la possibilité de l'alternance. Le Président remercie Monsieur Fabien Monnet pour son intervention.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le budget initial 2025 – Établissement.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.2 Approbation du budget initial 2025 – Fondation

Le VP CA donne la parole à Madame Laurence Sommazi, Directrice des affaires financières, qui présente le budget initial 2025 de la fondation. La fondation a toujours dans son fonds de roulement une part qui n'est pas consommable et qui représente 250 k€.

Sur la part consommable 2024 non dépensée, soit 24 k€, les prévisions pour l'année 2025 sont :

- Dépenses de personnel : **21 k€**
- Dépenses de fonctionnement : **3 k€**
- Prévision de recettes : **35 k€**

Soit un **résultat excédentaire de 11 k€** et un **fonds de roulement de 274 k€** pour l'année 2025.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le budget initial 2025 – Fondation.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.3 Approbation de la politique de prélèvement sur les contrats de formation

Le document relatif à la politique de prélèvement sur les contrats de formation n'étant pas prêt, ce point est reporté à une séance ultérieure.

2.4 Information relative aux admissions en non-valeur autorisées par le Président au titre de l'année 2024

Le VP CA donne la parole à Monsieur Claude Guintoli, Agent comptable, qui présente les admissions en non-valeur au titre de l'année 2024, autorisées par le Président dans le cadre de sa délégation de pouvoir (*cf. annexe pt. A.2.4*). Une première liste a été présentée lors du Conseil d'administration du 5 novembre 2024. Étant donné qu'il est prévu de passer à l'outil Sifac+ en février-mars 2025, il était important d'arriver à apurer les flux comptables de certaines opérations, d'où la présentation de cette nouvelle liste en séance de ce jour.

Pour mémoire, les admissions en non-valeur sont l'ensemble des titres émis par l'établissement et pour lesquels l'agence comptable n'a pas obtenu de recouvrement et ce, malgré les poursuites engagées et l'utilisation de toutes les procédures en sa possession (saisie à tiers détenteur bancaire, employeur, saisie par huissier pour les dettes supérieures à 500 €). Ces sommes-là, qui ne peuvent être récupérées, font l'objet de la procédure dite « Demande d'admissions en non-valeur ». En effet, le Président autorise ces admissions dans le cadre de sa délégation de pouvoir et ces mêmes admissions doivent être présentées pour information du Conseil d'administration.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

3. Questions relatives aux ressources humaines :

3.1 Approbation de la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants 2025

Monsieur Paul-Roger Gontard quitte la séance et donne procuration à Madame Anne Gagniard pour la suite de la séance.

Le VP CA donne la parole à Madame Delphine Pezzo, Directrice des Ressources Humaines, qui présente dans un premier temps le bilan de la campagne d'emplois de l'année 2024. S'agissant des enseignants-chercheurs et des enseignants, de 2019 à 2024 le nombre de postes décroît substantiellement. Sur une certaine période, l'établissement a bénéficié de créations de postes subventionnées par des dispositifs nationaux tels que la loi ORE. Pour l'année 2024, le bilan est de deux postes d'enseignants-chercheurs, dont un financé et deux repyramidages pour les BIATSS.

Concernant la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants de l'année 2025, Madame Delphine Pezzo présente les axes stratégiques d'Avignon Université qui sont :

- le renforcement de la recherche partenariale,
- l'amplification de la professionnalisation des formations via l'alternance,
- l'amélioration de la réussite en licence,
- le développement des masters d'excellence en renforçant la part de la recherche et de l'innovation au sein de ces formations,
- la généralisation de l'initiation à l'entrepreneuriat,
- une plus grande ouverture de l'établissement à son environnement à travers des tiers-lieux universitaires, des outils et plateformes.

Les éléments de contexte à prendre en compte pour la campagne d'emplois 2025 sont :

- une augmentation constante du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) qui accroît davantage les charges d'Avignon Université en passant de 158 k€ en 2020 à 345 k€ en 2021 et 471 k€ en 2022 pour enfin se stabiliser à 490 k€ en 2025,
- les repyramidages d'emplois (enseignants-chercheurs et BIATSS) impactent la masse salariale à hauteur de 40 k€/an en moyenne depuis quatre ans,
- le retrait de la dotation soclée des crédits ORE par le MESR à hauteur de 530 k€ ainsi que les nombreuses mesures gouvernementales non financées ou partiellement financées, qui viennent affecter négativement les capacités financières de l'établissement.

Des mesures exogènes génèrent des effets importants sur la masse salariale 2025, à savoir :

- la revalorisation de 1,5% du point d'indice au 1er juillet 2023 : 1,6 M€ en année pleine,
- la revalorisation de 5 points d'indice au 1er janvier 2024 : 405 k€,
- la revalorisation du bas de grilles BIATSS des catégories C jusqu'à 9 points d'indice et des catégories B : 15,3 k€,
- l'augmentation du SMIC aux mois de janvier et novembre 2024 : 27,4 k€,
- le remboursement transport et forfait mobilités durables (FMD) : 69,4 k€,
- le forfait social sur la participation mutuelle : 6,3 k€

L'ensemble de ces mesures représente un montant total de **2 045 520 €**.

La campagne d'emplois de l'année 2025 portera sur :

- un poste de PR (article 46.3° du décret n°84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences),
- un poste de MCF (article 33),
- un contrat de Chaire de Professeur Junior (CPJ, sous réserve d'obtention du support de CPJ auprès du MESRI),
- un poste d'IGR (BIATSS).

Le VP CA précise que le poste ouvert dans le cadre de l'article 46.3° est le même type de poste que dans la campagne d'emplois de l'année 2024. Concernant la CPJ, étant donné le contexte budgétaire et selon les signaux envoyés par le MESR, il n'est pas certain que l'établissement l'obtienne et il n'est pas certain que les CPJ continuent d'exister sous leur forme actuelle. Deux demandes de CPJ ont été remontées cette année, portant sur la thématique de l'eau (une de la part des hydrogéologues qui a été classée première et l'autre de la part des géographes). Pour le second poste de cette campagne d'emplois 2025 (MCF en Sciences de l'information et de la communication), il s'agit d'acter un échange de poste entre un collègue d'Avignon Université et une collègue de l'Université de Toulon, qui pour des raisons personnelles, de recherche et d'enseignement, souhaitent changer d'établissement (concours dans les deux cas). Le VP CA ajoute qu'avec le contexte budgétaire actuel, les campagnes d'emplois sont complexes à réaliser. Aussi, afin de ne pas déséquilibrer le budget de l'établissement, la solution trouvée pour les enseignants-chercheurs est un repyramidage dans le cadre de l'article 46.3°.

Madame Delphine Blanke indique qu'elle s'abstiendra sur le vote de la campagne d'emplois 2025 et ce, pour les raisons suivantes :

- concernant les postes qui sont ouverts au concours, il y a une double possibilité d'avoir des recours devant le Tribunal administratif s'il y avait des candidats externes qui postuleraient sur ces postes,
- deuxièmement, elle comprend l'aspect de la campagne blanche mais indique que cela est à mettre au regard que d'un autre côté, il y a des composantes pour lesquelles il y a eu des départs, qui ont libéré de la masse salariale et qui ne sont pas compensés, tel qu'à l'IUT.

Le VP CA répond qu'en effet, concernant le poste de la 71^{ème} section, il s'agit d'une situation dans laquelle le maître de conférences concerné à Avignon Université ne s'épanouit pas dans ses enseignements ni dans sa recherche. Cet échange avec l'université de Toulon est une opportunité. Le VP CA indique qu'il est effectivement très insatisfaisant de constater la situation de l'IUT et des autres composantes, mais le contexte budgétaire actuel l'oblige. Le Président confirme que les difficultés évoquées par Madame Delphine Blanke sont connues et regrettables. La légitimité des demandes est indiscutable mais les contraintes budgétaires sont subies collectivement.

Monsieur Fabien Monnet indique que les enseignants sont conscients du manque de personnel. Il demande dans quelle mesure cette campagne d'emplois ne pourrait pas être accompagnée d'un descriptif indiquant que si certains services ont augmenté leur nombre de personnels, c'est uniquement via des dispositifs de financements qui sont certes à durée déterminée, mais les collègues en seraient informés de manière factuelle. Il évoque également les efforts faits par les personnels BIATSS. Il précise qu'une communication devrait être faite dans ce sens pour montrer que les efforts sont faits aussi bien par les enseignants-chercheurs que les personnels BIATSS. Cela permettrait une meilleure compréhension, donnerait un sentiment de cohésion et de dynamique commune. Le Président répond qu'il est très attentif au fait de ne pas introduire une séparation entre les personnels de l'établissement avec les enseignants-chercheurs d'un côté et les BIATSS de l'autre. Les statuts et les rôles des deux sont différents. La cohésion de l'établissement repose sur le fait que l'ensemble des personnels travaille aux mêmes missions. Concernant la première remarque de Monsieur Fabien Monnet, le Président répond qu'en effet, lorsqu'il y a des recrutements dans les services via des projets, il est important de préciser qu'il s'agit de recrutements fléchés et de communiquer sur les postes qui sont créés et comment ils sont financés. Le Président ajoute que les services qui se renforcent au niveau administratif permettent de libérer la capacité des enseignants-chercheurs à s'investir dans des projets et des missions dans lesquels ils ont de la valeur ajoutée.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 abstention)**

3.2 Approbation de la campagne d'emplois BIATSS 2025

Comme indiqué précédemment par Madame Delphine Pezzo, la campagne d'emplois BIATSS de l'année 2025 portera sur un poste d'IGR BAP E (DOSI).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la campagne d'emplois BIATSS 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.3 Actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2024-2025 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC)

Madame Elsa Cavalié quitte la séance.

Le VP CA présente les modifications apportées aux responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2024-2025 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC).

Lesdites modifications sont les suivantes (*cf. annexe pt. A.3.3*) :

- acter la démission de Madame Carole de Souza à la direction de l'Institut AgES,
- acter le changement du nom du co-directeur de la FR AGORANTIC,
- changer les intitulés des équipes du laboratoire SQPOV (QUALIM et SPORALIM),
- ajouter un Directeur adjoint au laboratoire JPEG,
- arrêter la prime pour la Directrice du LCC, qui sera supprimé (voir point A.6.1 de l'ordre du jour de cette séance du CA)

- mettre à jour de responsabilités pour projet de recherche concernant FR-Alert avec le Ministère de l'intérieur des Outre-Mer et la Direction de la transformation numérique de ce même Ministère,
- responsabilité Master STA2E/IMAS - Bloc 2 : augmenter le nombre d'heures de 25h à 40h pour prise de responsabilité seule du bloc 2,
- ajouter un personnel de l'INRAE à la co-direction de l'EUR Implants,
- mettre à jour l'intitulé de la fonction du Responsable du CER CPSN - Sciences Politiques, Économiques et de Gestion (SPEG).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2024-2025 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.4 Actualisation du référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année 2024-2025

Le VP CA donne la parole à Madame Christine Dransart, Directrice de l'IUT. Cette dernière indique que dans les statuts de l'IUT, il existe un article relatif à la commission recherche de l'IUT, qui est inactive depuis plusieurs années. L'idée a été de redynamiser cette commission recherche par l'intermédiaire d'un Chargé de la valorisation de la recherche. Au niveau de l'IUT, la recherche est transversale puisque les enseignants-chercheurs sont rattachés à tous les laboratoires de l'université donc l'idée était d'organiser une manifestation annuelle d'une journée ou demi-journée au cours de laquelle un enseignant-chercheur pouvait présenter son activité de recherche aux enseignants, aux étudiants et aux personnels BIATSS. Le but est également de faire le lien avec la Commission de la recherche de l'université car dans le réseau des IUT, les activités de recherche correspondent davantage à du transfert de technologie. Une commission recherche est organisée tous les ans par l'ADIUT et l'objectif est de faire part à la Commission de la recherche de l'université de ces activités de recherche qui sont faites au sein des IUT. Cela explique la modification du référentiel des EQS, qui intègre cette nouvelle responsabilité à hauteur de 20 heures (entre 10 heures, qui est le seuil minimal, jusqu'à 20 heures au plus). Le VP CA précise qu'il s'agit de la seule actualisation apportée au référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année 2024-2025.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'actualisation du référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.5 Approbation de la création d'une responsabilité de chargé de valorisation de la recherche à l'IUT

Madame Christine Dransart a présenté la responsabilité de chargé de valorisation de la recherche à l'IUT dans le point précédent (A.3.4 - Actualisation du référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année 2024-2025).

Le VP CA indique qu'en Conseil d'administration restreint s'est posée la question de l'intitulé de la responsabilité de « chargé de valorisation de la recherche » et notamment sur le terme « valorisation » qui semblait moins en adéquation que l'intitulé « chargé d'**animation** de la recherche ». Il demande à Madame Christine Dransart s'il s'agit d'un choix volontaire de l'IUT. Cette dernière répond qu'il s'agit du terme utilisé dans la plupart des IUT. Elle précise que l'IUT d'Avignon Université n'a pas d'objection à modifier l'intitulé si cela est nécessaire. Le Président indique que cela dépend des missions dont est chargé le personnel concerné. S'il s'agit d'un chargé qui doit accompagner, dynamiser et valoriser l'activité scientifique à l'IUT, alors le terme « valorisation » est quelque peu sous-dimensionné par rapport aux vraies missions dont sera chargé ce personnel. Une alternative à cet intitulé sera proposée à l'IUT (« chargé d'animation de la recherche » ou autre).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la création d'une responsabilité de chargé de valorisation de la recherche à l'IUT.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Questions relatives au fonctionnement de l'université :

4.1 Approbation de la charte des objets publicitaires/goodies durables dans le cadre du schéma directeur durabilité

Monsieur Jean-François Gonidec quitte la séance.

Le VP CA donne la parole à Madame Claudie Galnon, Directrice de la Communication, qui présente la charte des objets publicitaires/goodies durables dans le cadre du schéma directeur durabilité. Une charte est un référentiel de bonne conduite, un outil de cohésion interne et de dialogue avec les partenaires et prestataires.

Les goodies sont des objets promotionnels offerts lors des manifestations, réceptions, accueil de personnes externes /internes lors d'événements institutionnels, récompenses, etc. Ils servent à faire connaître une marque, à véhiculer une image à ce titre. Ce sont des outils et des supports de communication institutionnelle faisant passer un message pérenne. Dans le schéma directeur durabilité, la charte des goodies durables fait partie de la fiche action « 2.2.1c : lié à l'événementiel - Axe 2 : mettre en place un campus éco-responsable ». Elle s'intégrera dans le guide « charte de bonnes pratiques liées à l'événementiel ». L'objectif est de réduire l'empreinte environnementale associée aux événements organisés par l'établissement en accompagnant les porteurs de projet vers des achats de goodies durables. La charte, soumise à l'approbation du CA de ce jour compte deux documents, à savoir la charte des objets publicitaires/goodies durables et son annexe « comment utiliser la charte » (*cf. annexe pt. A.4.1*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Fabien Monnet demande comment sont gérés l'achat de goodies et son autorisation au sein de l'établissement. Il demande également comment cela fonctionne d'un point de vue financier, au niveau des COMP par exemple. Madame Claudie Galnon répond que la Direction de la Communication achète des goodies pour les événements fédérateurs principalement à destination des étudiants. Depuis trois à quatre ans, la Direction de la Communication fait un travail de pédagogie et de conseil pour expliquer qu'il faut réduire les achats de goodies pour les demandes de séminaires ou des événements internes par exemple. Il n'existe pas de règles strictes concernant les commandes. Le VP CA ajoute qu'en effet, l'enjeu est de lutter contre le fait que chacun puisse commander tous les goodies qu'il souhaite quand il le souhaite sans avoir d'unité dans cette commande publique. Le schéma directeur durabilité fixe un certain nombre d'objectifs qui sont précisés dans cette charte. Le message doit ensuite être diffusé par la gouvernance et les Directeurs de composantes. Madame Claudie Galnon précise que le fait de faire voter les chartes dans les instances de l'établissement permet de pouvoir les diffuser et d'avoir un poids supplémentaire sur les sujets de ces chartes.

Monsieur Guillaume Marrel salue la démarche et la dynamique de l'établissement relatives à la charte des objets publicitaires/goodies durables. Il demande à ce que cette charte soit appuyée par une politique de communication centralisée en interne et que cela ne soit pas diffusé par les responsables de composantes.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la charte des objets publicitaires/goodies durables dans le cadre du schéma directeur durabilité.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.2 Délégation de pouvoir accordée par le Conseil d'administration au Président de l'université

Le VP CA donne la parole à Madame Marina Bonnot, Directrice des affaires juridiques et institutionnelles (DAJI), qui présente l'ajout apporté à la délégation du Conseil d'administration au Président, relatif à l'adhésion, au renouvellement et au retrait d'Avignon Université à des organismes ou associations. De plus, jusqu'à présent, il existait plusieurs délibérations reprenant les délégations de pouvoir accordées par le Conseil d'administration au Président de l'université. Aussi, afin de permettre une meilleure lisibilité aux membres du CA et à la communauté d'Avignon Université, il a été souhaité de rassembler l'ensemble de ces délégations dans un seul document (*cf. annexe pt. A.4.2*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la délégation de pouvoir accordée par le Conseil d'administration au Président de l'université.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :

5.1 Approbation des capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole à Monsieur Bassam Jabaian, VP CFVU, qui présente les capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2025-2026 (*cf. annexe pt. A.5.1*).

Concernant les BUT, il y a une légère mise à jour des capacités d'accueil par rapport à l'année actuelle, avec une diminution totale de sept places sur l'ensemble des parcours de BUT pour un total de 203 places, contre 210 l'année dernière.

Concernant les licences, dans le tableau communiqué aux membres du CA, la partie centrale indique le flux d'admissions pour l'année en cours (2024-2025). Cela permet d'observer quelles sont les formations pour lesquelles il y avait encore des étudiants sur liste d'attente à la fin de la période Parcoursup et cela a pour objectif de montrer que toute décision de modification des capacités d'accueil, à la hausse ou à la baisse, n'est pas une simple volonté ou un affichage théorique d'un potentiel étudiant à augmenter pour l'année prochaine mais qui est basé sur les flux d'étudiants de cette année et donc le potentiel vivier pour l'année à venir. À cela s'ajoutent les lignes supplémentaires relatives à la création de formations ou de parcours qui n'existaient pas l'année précédente. Le VP CFVU présente ensuite les capacités d'accueil par composante.

Monsieur Michel Bissière quitte la séance.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Étant donné que le CMI « Ingénierie de la production végétale » est suspendu, ou fermé, Monsieur Fabien Monnet demande s'il ne serait pas pertinent de basculer les 20 places qu'il y avait dans la licence SVT même s'il n'y a pas d'étudiants potentiels pour afficher le niveau d'accueil de l'année dernière, soit 150. Le VP CFVU répond que les places supplémentaires dans les autres CMI répondent en partie à ce besoin-là aussi. Pour le moment, la capacité d'accueil de la licence SVT ne sera pas augmentée tant que le sort du CMI « Ingénierie de la production végétale » ne sera pas définitivement décidé. Pour le moment, ce CMI est suspendu pour une année.

Concernant les masters, le VP CFVU indique qu'a été reproduit le même exercice que pour les licences, en observant les candidats restants sur la plateforme Monmaster en fin de procédure. Cela est quelque peu difficile à analyser car davantage variable. De plus, pour les masters, le nombre de parcours et de formations est très important au niveau national, ce qui rend cette lecture plus difficile. Le VP CFVU présente les évolutions des capacités d'accueil en Master par composante. Il précise que pour la rentrée prochaine, le Master « Théâtre et écritures » sera ouvert uniquement en parcours classique pour le M1 et c'est uniquement en M2 que la séparation se fera entre les parcours en alternance et classique, d'où le passage à zéro des capacités d'accueil du parcours en alternance et une augmentation des capacités d'accueil pour le parcours classique.

Pour résumer les capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2025-2026 sur l'ensemble des formations, il y a :

- une réduction de sept places en BUT,
- une augmentation de 100 places en licence,
- une augmentation de 34 places en master.

Monsieur Fabien Monnet indique être surpris par les chiffres des inscriptions de l'année 2024-2025 par rapport aux places qui sont ouvertes. Cela signifie qu'un certain nombre d'étudiants ne passent pas par la plateforme Monmaster pour intégrer les masters d'Avignon Université. Il ajoute que le fait d'avoir le nombre d'inscrits dans le tableau pourrait permettre d'observer combien d'étudiants viennent de Monmaster et combien s'inscrivent via d'autres voies. Le VP CFVU répond que cette information est indiquée dans les colonnes supplémentaires du tableau, qui mentionnent les étudiants provenant de Monmaster mais également les capacités de Campus France et le nombre de capacités pour des redoublants.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.2 Approbation des attendus locaux et critères généraux d'appréciation des dossiers de candidature pour l'inscription dans les formations en BUT et licence (Parcoursup) au titre de l'année universitaire 2025-2026

Monsieur Guillaume Marrel quitte la séance.

Le VP CFVU indique que les attendus locaux et critères généraux d'appréciation des dossiers de candidature pour l'inscription dans les formations en BUT et licence (Parcoursup) présentés en séance de ce jour sont les éléments classiques avec quelques mises à jour par rapport aux documents des années précédentes, concernant notamment les noms des responsables de formation ou encore le type de Baccalauréat attendu pour les formations.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les attendus locaux et critères généraux d'appréciation des dossiers de candidature pour l'inscription dans les formations en BUT et licence (Parcoursup) au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.3 Approbation des modalités et conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CFVU précise qu'il s'agit ici des modalités et conditions de sélection à l'entrée en master classiques. Il n'y a pas de modifications notables par rapport à l'année dernière.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À la lecture de l'annexe, Monsieur Fabien Monnet remarque que lorsqu'il y a un aménagement proposé au public présentant un profil particulier, le Relais Handicap n'est pas systématiquement mentionné. Ce dernier est mentionné sur certaines fiches, mais pas toutes. Il demande s'il ne faudrait pas le généraliser. Il indique également que pour certains masters, la case « Alternance » est cochée car cela débute en M1. Dans un souci d'homogénéisation et de bonne information du candidat, peut-être faudrait-il préciser si le M2 peut être suivi en alternance ou non. Le VP CFVU répond que la case à cocher concernant l'alternance va correspondre à ce qui va être saisi dans la plateforme Monmaster. Aussi, si le M1 n'est pas ouvert en alternance, la case n'est pas cochée, mais en effet, cette précision peut être ajoutée dans le descriptif. Le VP CA approuve la question d'harmonisation concernant l'alternance et la mention du Relais Handicap, qui doit être systématique.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les modalités et conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.4 Approbation de la composition des commissions de recrutement à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CFVU précise qu'il s'agit ici de la composition classique des commissions de recrutement à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2025-2026. Il n'y a pas de modifications notables par rapport à l'année dernière.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la composition des commissions de recrutement à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.5 Approbation de la politique de prise en charge des frais de déplacement pour les enseignants vacataires concernant les formations en alternance

Le VP CA présente le contexte de la politique de prise en charge des frais de déplacement pour les enseignants vacataires concernant les formations en alternance. Il indique qu'à l'origine de la démarche se trouvent les sollicitations des responsables de formations quant à savoir comment rembourser les frais de déplacement des enseignants vacataires. Leur problématique a été comprise. La note transmise aux membres du CA rappelle la réglementation en vigueur

concernant la prise en charge des frais de déplacement pour les personnels (*cf. annexe pt. A.5.5*) et précise le cas des formations en alternance :

- la demande de prise en charge par le CFA des frais de déplacement domicile-travail est possible.
- le recours à cette mesure doit rester exceptionnel et être réservé aux intervenants dont les compétences sont indispensables au bon fonctionnement de la formation en alternance.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la politique de prise en charge des frais de déplacement pour les enseignants vacataires concernant les formations en alternance.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6. Questions relatives à la recherche :

6.1 Approbation de la suppression du Laboratoire Culture et Communication (LCC)

Madame Pascale Battaglia quitte la séance.

Le Président rappelle que le Laboratoire Culture et Communication (LCC) était une équipe d'accueil qui est devenue une unité propre de l'université suite à la sortie de l'équipe « Culture et Communication » du Centre Norbert Elias. Suite à cela, les collègues qui sont sortis du Centre Norbert Elias ont créé le Laboratoire Culture et Communication (LCC). Un certain nombre d'entre eux est parti, d'autres ont réintégré le Centre Norbert Elias qui est une UMR offrant un environnement de travail et un environnement scientifique avec un potentiel plus élevé qu'une équipe d'accueil au sein de l'université. Ainsi, le LCC s'est peu à peu vidé de ses effectifs. L'année dernière, le LCC comptait trois enseignants-chercheurs titulaires, qui ont réintégré le Centre Norbert Elias cette année. Il s'agit donc ici de supprimer un laboratoire sans effectif. Le VP CA ajoute qu'il s'agit d'acter une situation de fait.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la suppression du Laboratoire Culture et Communication (LCC).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.2 Approbation de la modification du document relatif au label de thèse et au prix de thèse dans le cadre de l'Ecole universitaire de recherche (EUR) IMPLANTEUS

Madame Anne Gagniard et le Président de l'établissement quittent la séance.

Le VP CA donne la parole à Monsieur Philippe Obert, Directeur de l'Ecole Universitaire et de Recherche IMPLANTEUS, qui présente la modification du document relatif au label de thèse et au prix de thèse dans le cadre de l'Ecole universitaire de recherche (EUR) IMPLANTEUS. Ladite modification vise à améliorer l'offre d'accompagnement à la mobilité des doctorants qui relèvent de l'Ecole universitaire de recherche (EUR) IMPLANTEUS afin notamment de pouvoir financer leur mobilité nationale ou internationale dans le cadre de l'apprentissage dans un laboratoire ou une structure autre que leur laboratoire d'origine. Jusqu'à présent, la ligne budgétaire qui existait dans cadre de l'ANR (PIA4) était restreinte à l'accompagnement sur la mobilité internationale pour congrès scientifique. Le budget de l'ANR est utilisé dans le cadre de ce qui avait été prévu à mi-parcours et les objectifs sont remplis, mis à part sur la ligne relative à la mobilité des doctorants. Il a été constaté que les doctorants de l'établissement ne se déplacent pas suffisamment dans le cadre des mobilités. Monsieur Philippe Obert précise que la modification soumise au vote des membres du CA ce jour n'est pas une charge supplémentaire qui va peser sur l'établissement. Il s'agit de crédits de l'ANR et si la ligne budgétaire n'est pas dépensée, le montant sera rendu à l'ANR.

L'objectif est de permettre aux doctorants qui n'ont pas d'appétence pour la mobilité concernant les congrès scientifiques internationaux de bénéficier d'un accompagnement pour une mobilité en vue d'autres objectifs et potentiellement se déplacer dans un autre laboratoire ou une autre structure pour faire des dosages, l'apprentissage de nouvelles techniques ou de nouveaux équipements. Comme indiqué dans l'annexe communiquée aux membres du CA, sur le plan budgétaire, l'accompagnement pourra être proposé jusqu'à hauteur de 3 000 euros maximum. La demande présentée ce jour par Monsieur Philippe Obert a été pré-validée par l'ANR.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification du document relatif au label de thèse et au prix de thèse dans le cadre de l'Ecole universitaire de recherche (EUR) IMPLANTEUS.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.3 Approbation de la grille tarifaire de la plateforme métabolomique (anciennement plateforme 3A)

Le VP CA donne la parole à Madame Vanessa Kuentz, Ingénieur chimie analytique-Responsable Opérationnel Plateforme 3A - DARI, qui présente les activités de la plateforme métabolomique et sa grille tarifaire (*cf. annexe pt. A.6.3*).

La plateforme métabolomique regroupe six équipements mutualisés destinés à soutenir les activités de recherche et d'enseignement d'Avignon Université, de l'INRAE, ainsi que les projets d'autres universités ou d'acteurs privés dans le domaine de l'agronomie et de l'agroalimentaire.

Les prestations proposées sont des analyses chimiques (analyses non-ciblées de métabolites dans tout type d'échantillon ; élucidation structurale ; quantification de substances à l'état de trace ; imagerie sur coupe de tissus ; séparation d'isomères par mobilité ionique) et des supports aux chefs de projets (assistance et conseils pour la mise en œuvre de toutes les étapes d'un projet de recherche ; développement de protocoles d'analyse et d'extraction pouvant être utilisés en routine ; formation à l'utilisation des instruments et des logiciels de retraitement des données).

Les utilisateurs de la plateforme sont :

- les laboratoires internes (IMBE, S2CB, SAFE, ERIT PSII-plant, interactions and innovation, équipe GREEN),
- les utilisateurs externes tels que l'INRAE (PSH, GAFL, abeilles) et l'université de Toulon,
- les utilisateurs privés (en cours de développement),
- les enseignements (projets tutorés et TP des masters Mach, IFV et SDPV).

Pour la tarification, il existe deux types de règlements :

- facturation à la prestation (après analyses et rendu des résultats)
- en « forfait » : payable immédiatement (validité de la prestation : 1 an + tolérance de 3 mois).

Les trois profils de clients sont :

- les utilisateurs internes : pas de prélèvements AU,
- les utilisateurs académiques externes : prélèvements AU de 21 % sur le prix total HT,
- les utilisateurs privés : prélèvements AU de 21 % sur le prix total HT.

Les trois types de techniques d'analyses :

- métabolomique MS simple : 3 instruments (GC/MS TOF, GC/MS Pyrolyse, UPLC semi-prep),
- métabolomique MS/MS : 2 instruments (UPLC/QTOF, UPLC/TQ),
- RMN : 1 seul instrument.

En termes de tarification, trois types de prestations sont proposées :

- analyses seules : mise à disposition d'instruments (l'utilisateur gère seul ses analyses) : Facturation à l'échantillon (inclut le prix des consommables fournis par la plateforme).

-analyses + formation à l'utilisation de l'instrument (l'utilisateur est capable de préparer ses échantillons et de retraiter les analyses car il connaît la technique mais ne connaît pas l'instrument de la plateforme ni les logiciels utilisés) : Facturation échantillon + coût journalier RH (ingénieur) pour réaliser la formation.

- analyses + support de l'équipe de la plateforme à l'expérience (l'utilisateur ne connaît pas la technique, l'équipe de la plateforme va l'aider à préparer ses échantillons et retraiter ses analyses puis fournit à l'utilisateur un rapport analytique) : Prestation la plus chère : facturation à l'échantillon + coût horaire technicien pour la préparation d'échantillons + coût horaire ingénieur pour le retraitement des résultats et la rédaction du rapport analytique).

Grille tarifaire :

	Métabolomique MS			Métabolomique MS/MS			RMN		
	Ac. interne	Ac. externe	Privé	Ac. interne	Ac. externe	Privé	Ac. interne	Ac. externe	Privé
Analyses seules	20 €/E	25 €/E	70 €/E	25 €/E	35 €/E	100 €/E	6 €/E	8 €/E	18 €/E
Analyses + formation **	20 €/E (formation non facturée)	25 €/E + 449,30 €	70 €/E + 673,95 €	25 €/E (formation non facturée)	35 €/E + 449,30 €	100 €/E + 673,95 €	6 €/E (formation non facturée)	8 €/E + 449,30 €	18 €/E + 673,95 €
Analyses + support	20 €/E + 30 €/h pour technicien + 59,90 €/h ingénieur	25 €/E + 30 €/h pour technicien + 59,90 €/h ingénieur	70 €/E + 45 €/h pour technicien + 89,95 €/h ingénieur	25 €/E + 30 €/h pour technicien + 59,90 €/h ingénieur	35 €/E + 30 €/h pour technicien + 59,90 €/h ingénieur	100 €/E + 45 €/h pour technicien + 89,95 €/h ingénieur	6 €/E + 30 €/h pour technicien + 59,90 €/h ingénieur	8 €/E + 30 €/h pour technicien + 59,90 €/h ingénieur	18 €/E + 45 €/h pour technicien + 89,95 €/h ingénieur

*tous les prix sont indiqués en HT

**les coûts de formation incluent le coût journalier de l'ingénieur de recherche + coût de la préparation

Grille tarifaire - dégressivité sur le tarif à l'échantillon :

	Métabolomique MS			Métabolomique MS/MS			RMN		
	Ac. interne	Ac. externe	Privé	Ac. interne	Ac. externe	Privé	Ac. interne	Ac. externe	Privé
Entre 0 et 49	20 €/E	25 €/E	70 €/E	25 €/E	35 €/E	100 €/E	6 €/E	8 €/E	18 €/E
Entre 50 et 200	10 €/E	20 €/E	45 €/E	15 €/E	30 €/E	60 €/E	/	/	/
Au-delà de 200	5 €/E	10 €/E	20 €/E	10 €/E	20 €/E	30 €/E	3 €/E	5 €/E	12 €/E

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Christine Dransart demande comment sont déterminés les tarifs et si une comparaison a été réalisée par rapport aux prix pratiqués dans le secteur privé (question de concurrence déloyale). Madame Vanessa Kuentz répond que les tarifs sont basés sur ceux pratiqués par les autres plateformes et sur les prix des consommables de la plateforme. Monsieur Jean-François Blanco, Directeur Général des Services Adjoint en charge de la Transformation et de l'Évaluation, confirme que pour des raisons de concurrence déloyale avec le secteur privé, il est obligatoire d'être à coûts réels. D'autres plateformes sont également à coûts réels et il fallait trouver le juste équilibre entre ce qui est facturé en interne, qui doit rester compétitif, et l'obligation réglementaire de facturer à coûts réels.

Monsieur Fabien Monnet indique que pour lui, il manque une projection du modèle économique (amortissement de la plateforme). Monsieur Jean-François Blanco précise que l'objectif est que la plateforme soit à l'équilibre (potentiellement en 2025-2026) et que les laboratoires de l'établissement commencent à l'utiliser.

Madame Anne-Sylvie Tixier demande si le forfait est reportable d'une année sur l'autre. Madame Vanessa Kuentz confirme que le forfait est reportable d'une année sur l'autre.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la grille tarifaire de la plateforme métabolomique (anciennement plateforme 3A).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :

1.1. Présentation de l'outil « OSE - Organisation des Services d'Enseignement »

Le VP CA donne la parole à Madame Chloé Viaux, Contrôleuse de gestion - Cheffe de projet OSE (DPAC), qui présente l'outil « OSE - Organisation des Services d'Enseignement » (*cf. annexe pt. B.1.1*).

Les objectifs de l'outil « OSE » sont :

- de disposer d'une application de pilotage de l'offre de formation (charges d'enseignement, campagnes d'emplois, etc.) et d'un outil de pilotage financier plus complet qu'actuellement,
- de disposer d'une fiche de service complète adossée à l'offre de formation (diplômante ou non) et intégrant les heures de référentiels fonction ainsi que les heures dispensées hors maquettes,
- de fluidifier le processus de gestion des heures complémentaires, du recrutement jusqu'à la mise en paiement, tout en sécurisant les actes juridiques et les processus financiers.

Il s'agit d'un projet important car l'outil sera utilisé par l'ensemble de la communauté de l'université (enseignants, directions des services centraux, gouvernance). Le projet a été porté en amont par Monsieur Stéphane Bourdageau (sponsor) et à ce jour, il est suivi par Monsieur Jean-François Blanco. Madame Chloé Viaux présente la liste de l'équipe en charge du projet et le comité de pilotage qui se réunit régulièrement. Les trois SI existant actuellement (D.S.E, Hcsdemat et Vacademat) vont fermer et seront remplacés par l'outil « OSE ». Ce dernier est interconnecté avec les SI existants suivants : NEIGE, SIFAC+, SIHAM et Win-Paie CEGAPE.

L'outil ouvrira le 31 mars 2025. Les responsables de formation pourront saisir leurs heures prévisionnelles au mois d'avril 2025 et ces heures pourront être validées par les responsables de CER au fil de l'eau. La DES pourra ensuite préparer les emplois du temps et la DPAC extraire les éléments concernant les services d'enseignement pour préparer la campagne d'emplois et le budget. Le recrutement des vacataires suivra le calendrier habituel : les heures réalisées pour l'année universitaire 2023-2024 seront reprises via DSE et pourront être modifiées par les responsables de formation de mi-mars à début-juin. Ensuite, les responsables de CER pourront les valider jusqu'à fin juin. La saisie des heures d'enseignement dans « OSE » sera indispensable pour la mise en paiement.

Planning pour les utilisateurs :

Année	2025												2026											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Saisie des heures prévisionnelles																								
Validation des heures prévisionnelles																								
Saisie des éléments constitutifs des emplois du temps																								
Recrutement des vacataires																								
Saisie des heures réalisées																								
Validation des heures réalisées																								
Paie pour les vacataires																								
Paie pour les permanents																								

Le planning de communication et d'accompagnement de l'outil est le suivant :

- présentation en réunion des services : déjà réalisée, le 7 novembre 2024,
- présentation en CFVU : déjà réalisée, le 21 novembre 2024,
- présentation en CA : ce jour, le 17 décembre 2024,
- présentation en réunion publique personnels/gouvernance : janvier-février 2025,
- informations spécifiques pour les instituts, avec tutoriels : février 2025,
- formation obligatoire des gestionnaires dans les composantes : 17 mars 2025,
- permanence pour accompagner les enseignants des deux campus sur des demi-journées : avril-juin 2025.

La communauté universitaire sera régulièrement informée sur l'avancement du projet via des mails d'informations.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Corinne Fredouille fait part de son inquiétude sur la mise en place de ce nouvel outil et sur l'accompagnement. Elle demande si des simulations grandeur réelle sont prévues car cela aura un impact important sur les emplois du temps, sur les heures complémentaires, leurs paiements, etc. Madame Chloé Viaux répond que le travail sur l'outil « OSE » a débuté il y a plusieurs années. Plusieurs tests ont été réalisés sur l'application par les services administratifs (RH, gestionnaires en instituts) afin de s'assurer que les dossiers fonctionnent correctement. Il existe également le comité

enseignant qui a accès à l'application pour la tester. Le passage aux instituts sera intégré dans les SI à partir du mois de janvier 2025 et les tests sont d'ores et déjà en cours. Madame Chloé Viaux précise qu'il est possible que des difficultés apparaissent au cours de l'utilisation de l'outil et si tel est le cas, l'équipe en charge du projet sera disponible auprès des personnels qui auront besoin d'aide.

À la lecture du planning des utilisateurs, Monsieur Fabien Monnet se demande où il doit intervenir en tant que responsable pédagogique/enseignant. Madame Chloé Viaux répond que dans la Foire Aux Questions de la DOSI, seront précisés les rôles, accès et actions des enseignants, des responsables de formation, des responsables de CER et des directions d'instituts (extractions, visualisations de la consommation d'heures, etc.). Cela sera mis en ligne au mois de mars 2025, en même temps que le déploiement de l'outil.

Le VP CA remercie Madame Chloé Viaux et la DPAC pour cette présentation et précise qu'il y a effectivement beaucoup d'attente sur cet outil.

2. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :

2.1. Approbation des conditions générales de diffusion commerciale d'OpenEdition Journals

Madame Julie Deramond, Directrice des Éditions universitaires d'Avignon (EUA), ayant une contrainte horaire, le VP CA propose aux membres de l'instance de traiter ce point-ci en début de séance, après le point A.1 relatif à l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 5 novembre 2024.

Le VP CA donne la parole à Madame Julie Deramond, qui présente le renouvellement de la convention entre la revue « Culture et Musées » qui fait partie du pôle « Revues » des EUA et OpenEdition pour le volet « Freemium ». L'objet de la convention est de diffuser la revue « Culture et Musées » sur OpenEdition avec le programme « Freemium » qui permet à l'ensemble des abonnés, que sont des institutions, bibliothèques, bibliothèques de laboratoire de recherche ou universités, de s'abonner à OpenEdition et d'avoir accès à la revue sous forme de téléchargement. Conformément aux principes de la science ouverte, la revue est en accès libre à la lecture en HTML pour l'ensemble des usagers et cela leur permet de bénéficier de l'article en téléchargement, ce qui génère des ressources pour la revue, soit environ 2000 à 2500 euros/an. La convention dure cinq ans et n'est pas renouvelable automatiquement.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les conditions générales de diffusion commerciale d'OpenEdition Journals.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.2. Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) dans le cadre du BUT « Techniques de Commercialisation » en alternance sous contrat d'apprentissage - Parcours « Business Développement et Management de la Relation Client (BDMRC) » au titre de l'année universitaire 2024-2025

Le VP CA donne la parole à Madame Christine Dransart, qui présente la convention de coopération entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) dans le cadre du BUT « Techniques de Commercialisation » en alternance sous contrat d'apprentissage - Parcours « Business Développement et Management de la Relation Client (BDMRC) » au titre de l'année universitaire 2024-2025 (*cf. annexe pt. B.2.2*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Fabien Monnet demande pourquoi cette convention est signée avec le CFA « ISFFEL » et pas avec le CFA « Formasup Méditerranée ». Madame Christine Dransart répond que l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) place les étudiants pour l'alternance, fait la promotion de la formation, intervient dans la formation et fournit des professionnels, ce que ne fait pas le CFA Formasup Méditerranée. Monsieur Fabien Monnet indique que la coopération avec un organisme de formation privé qui gère lui-même les contrats d'apprentissage qu'il « ramène » enlève quelque peu le lien avec les entreprises. Madame Christine Dransart précise que la coopération avec l'ISFFEL est d'un grand soutien pour l'équipe du département TC de l'IUT, qui est fortement impactée par le départ d'enseignants-chercheurs.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la convention de coopération entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) dans le cadre du BUT « Techniques de Commercialisation » en alternance sous contrat d'apprentissage - Parcours « Business Développement et Management de la Relation Client (BDMRC) » au titre de l'année universitaire 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.3. Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et le Pôle Européen Innovation Alimentation/ Bien Être/ Naturalité dans le cadre du BUT 2 « Génie Biologique Sciences de l'Aliment et Biotechnologie » au titre de l'année universitaire 2024-2025

Le VP CA donne la parole à Madame Christine Dransart, qui présente la convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et le Pôle Européen Innovation Alimentation/ Bien Être/ Naturalité dans le cadre du BUT 2 « Génie Biologique Sciences de l'Aliment et Biotechnologie » au titre de l'année universitaire 2024-2025 (*cf. annexe pt. B.2.3*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et le Pôle Européen Innovation Alimentation/ Bien Être/ Naturalité dans le cadre du BUT 2 « Génie Biologique Sciences de l'Aliment et Biotechnologie » au titre de l'année universitaire 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Questions diverses

Néant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h40.

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS